

Daniel Mengara : « Avec ou sans candidat unique de l'opposition, en l'absence d'une insurrection, Ali Bongo gagnera en août 2016 »

Chers compatriotes.

Je vais être direct : Avec ou sans candidat unique de l'opposition, en l'absence d'une insurrection, Ali Bongo « gagnera » et restera au pouvoir en août 2016.

C'est ce qu'on appelle en philosophie, une vérité. La vérité est absolue et s'impose d'elle-même. Ce qui était vrai hier sera encore vrai aujourd'hui et le restera demain.

Je crois que, encore une fois, nous sommes hors-sujets dans nos analyses, et c'est ce hors-sujet politique qui, depuis 1990, éconduit totalement les espoirs de changement des Gabonais, et à chaque élection, les Gabonais se laissent toujours prendre au piège que le pouvoir en place leur tend.

Ne nous méprenons pas. Personne ne dit ici que Jean Ping, Ben Moubamba, Oyé Mba, Maganga Moussavou, Ndong Sima, et j'en passe, candidat unique ou pas, ne puisse gagner l'élection dans un système démocratique. J'ai toujours dit que même un chien gagnerait devant un Bongo. La question n'a donc jamais été de savoir si l'opposition pouvait gagner par les urnes. La question a toujours été de savoir comment l'opposition peut faire reconnaître sa victoire pour accéder au pouvoir. Cette question a déjà une réponse : les leçons de 1993, 1998, 2005 et 2009 nous ont prouvé que ce n'est pas par une élection qu'un opposant accédera au pouvoir au Gabon.

Chers compatriotes :

Ce 17 août 2016 devait être pour notre pays le 17 août de la libération nationale, le 17 août de la vraie indépendance d'un Gabon débarrassé une bonne fois pour toutes de ce que j'ai appelé le bongoïsme, mais aussi de l'héritage colonial qu'est le clan des Bongo Ondimba. Je constate, hélas, qu'il n'en sera rien.

Je constate que des forces invisibles se sont organisées pour vous détourner, encore une fois, de la rue et vous faire croire que c'est l'argent et les carnets d'adresse, et aujourd'hui la candidature unique dans une élection que tout le monde sait perdue d'avance, qui sont la solution. Ils ne veulent pas que vous vous posiez les bonnes questions et, sachant que vous êtes un Peuple traumatisé et désespéré, ils vous ont, encore une fois, fait croire aux fantasmes, aux miracles parce qu'ils savent qu'un peuple traumatisé est facilement attiré par les promesses de miracle, par les fantasmes.

Je dis encore une fois qu'il faut, en toutes choses, garder la tête froide et se poser les bonnes questions. Je suis littéraire de par ma formation universitaire, mais j'ai appris, en politique, que la seule manière de clarifier les choses, de les rendre cohérentes, consiste à les mathématiser. Ceci veut dire travailler à partir des principes sous-jacents à tout problème pour en déduire les fondamentaux qui permettent de prédire les choses et, donc, de savoir quel chemin emprunter, quelle formule appliquer, pour résoudre une équation, fût-elle politique. Et c'est cette procédure qui évite de tomber dans l'euphorie collective et les comportements de moutons, un peu comme on le voit aujourd'hui au Gabon avec cette connerie de candidature unique.

Je sais : nous préférerions que les choses se passent par le miracle. Mais s'il y a une certitude au monde, c'est celle de l'Histoire. L'Histoire nous enseigne qu'aucune liberté ne s'est jamais conquise sans lutte, et pour des peuples aux mains nues et sans armes comme nous, la solution a toujours été dans la rue, surtout lorsqu'il s'agit de déboulonner un régime vieux de 50 ans. C'est ce que les Tunisiens ont compris. C'est ce que les Burkina Bé aussi, ont compris.

Par contre, au Togo comme au Congo, ils n'ont pas compris qu'on ne va pas à une élection que l'on sait pipée d'avance car après, il est toujours trop tard. Le Gabon ne changera donc pas cette réalité. Si Ali Bongo proclame sa victoire au soir du 27 août 2016, vous n'aurez plus que vos yeux pour pleurer. Il sera trop tard. Il n'y a pas d'exemple en Afrique francophone où un dictateur aura déclaré sa victoire pour se la voir ensuite retirée par une institution nationale ou par la communauté internationale. Tout ce que vous aurez ce sont des arrangements de gouvernements d'union nationale, c'est tout. Mais la misère des Gabonais va continuer puisque, de toute façon, ce sont les mêmes qui ont déjà tué le Gabon avec les Bongo qui veulent revenir aux affaires. Que feront-ils de mieux qu'ils n'aient déjà fait à l'époque de leurs accolades avec le régime ?

Chers compatriotes, arrêtons ça un peu.

A chaque élection au Gabon, ce sont toujours les mêmes jérémiaades qu'on entend :

- Oh, la CENAP n'est pas neutre ;
- Oh la Cour Constitutionnelle est aux ordres ;
- Oh, le régime prépare la fraude ;
- Oh, les listes électorales sont pipées ;
- Oh il n'y a pas de biométrie ;
- Oh, même la biométrie est pipée par les sociétés que le régime paie pour mettre en place ces systèmes ;
- Oh, on distribue des passeports et des certificats de nationalité gabonais aux étrangers pour qu'ils votent pour les Bongo ;
- Oh, les choses ne sont pas bien organisées ;
- Oh, on arrête des opposants et on empêche les meetings des opposants ;
- Etc.

Et depuis 2009, nous avons ajouté ceci :

- Oh, Ali Bongo n'est pas l'enfant naturel d'Albert-Bernard Bongo et de Joséphine Kama ;
- Oh, Ali Bongo a utilisé un acte de naissance frauduleux dans son dossier de 2009, et, donc aussi, de 2016.

Et avec tout cela, on va quand-même aux élections avec un candidat que l'on sait frauduleux et illégitime, et ce dans un système que tout le monde reconnaît comme un système électoral frauduleux !

Dites-moi que je rêve ! Mais vous aussi, chers compatriotes !

Après tout ça, après tant de preuves de ce qui vous attend comme résultat, vous en êtes encore aujourd'hui à croire que les urnes sont une solution au Gabon, tout simplement parce qu'on aurait désigné un candidat unique dans la pénombre de tractations secrètes où l'on vend déjà la peau de l'ours avant de l'avoir tué, et on se distribue même déjà des postes de président et de ministres, sans pour autant avoir dit aux gens le miracle par lequel on va passer pour accéder au pouvoir ? En plus, moi je croyais qu'on ne distribuait les postes que quand on avait vu le travail des uns et des autres dans la lutte. Alors qu'on n'a même pas encore jeté une seule pierre contre les policiers pour savoir qui a fait quoi, on distribue déjà les postes, sur la base de quoi ? Et donc, que feront ces jeunes qui se seront sacrifiés quand on leur dira, oh laissez ceux qui ont déjà géré sous Bongo gérer encore le Gabon. Imaginez le Gabon de demain avec toujours les mêmes bouilles qui ont déjà tué le pays pendant 30 ans avec les Bongo. Quel résultat attendez-vous au final ?

Nous sommes dans la folie là ou quoi ?

L'euphorie, c'est une chose, mais il faut au moins qu'elle soit basée sur la logique. Je ne me souviens pas d'une élection au Gabon où on n'a pas pensé que c'était fini pour les Bongo. En 1993, on a pensé, naïvement, que c'était fini pour Omar Bongo. En 2009, il y en a qui ont pensé qu'Ali Bongo ne pourrait jamais gagner ou qu'il n'allait pas garder le pouvoir plus de trois mois. Nous en sommes où aujourd'hui, avec ces fantasmes ?

On entend même des gens jouer avec des mots comme « transition » en vous faisant croire que la transition, c'est de faire partir Ali Bongo et laisser le candidat unique de l'opposition au pouvoir pendant un seul mandat. Je veux bien, mais ce que ces gens ne vous disent pas, c'est que ce candidat unique, s'il gagne par miracle, va régner avec quelle constitution et quelles lois ? Va-t-il rester au pouvoir pendant les 7 ans de mandat que nous combattions ? Ou va-t-il prendre le pouvoir et démissionner immédiatement pour mettre en place une transition de 18 mois qui va permettre d'élire le vrai président du Gabon ?

Il faut donc être clair avec les Gabonais car je ne connais pas un seul homme au monde qui, après avoir gagné par les urnes, va dire immédiatement, je démissionne. D'abord parce que ce n'est pas pratique et peut générer le chaos, mais surtout parce que, en réalité, si on change la longueur du mandat présidentiel en cours de mandat, on doit organiser de nouvelles élections.

Donc, quand quelqu'un vous dit, dans le cadre de la constitution actuelle, que « je vais faire un seul mandat », cette personne parle forcément du mandat de 7 ans, ce qui veut dire que la personne ne compte pas faire de révision substantielle de la Constitution avant la fin de son mandat de 7 ans. Voilà pourquoi il faut faire attention aux mots qu'utilisent les gens. Dire qu'on est le candidat d'un seul mandat ne veut pas dire qu'on est le candidat de la réforme. La réforme demanderait que le candidat démissionne immédiatement après son élection pour permettre la mise en

place d'un système démocratique permettant d'aller à de nouvelles élections dans un délai de 18 mois. Or, si on compte rester au pouvoir le temps d'un mandat dans le cadre d'une constitution qui maintient les 7 ans de pouvoir, c'est qu'on n'est pas le candidat de la réforme. On est le candidat du bongoïste puisqu'on va régner sur le pays avec la Constitution bongoïste actuelle. En gros, on aura simplement échangé un Bongo avec un autre Bongo. Et rien n'empêche une telle personne de vous dire, demain, que « oh, ce n'est même plus la peine de changer la constitution car j'ai gagné avec cette même constitution, ce qui veut dire que cette constitution est démocratique et permet l'alternance. Le problème n'est donc pas la constitution, mais les hommes ».

Comprendons-nous donc bien : Ce qui fait le Bongo dont je parle souvent quand je dis « Bongo Doit Partir », c'est certes les Bongo en tant que personnes, en tant que famille, en tant que clan, mais c'est aussi les Bongo en tant que système. Autrement dit, si quelqu'un est élu avec la Constitution antidémocratique actuelle, il devient président avec exactement les mêmes pouvoirs de dictature qu'Omar Bongo ou Ali Bongo. Dès lors, il se définit automatiquement comme un dictateur que ceux qui croient aux principes de la démocratie se doivent de combattre. Moi, je ne crois pas aux affaires de, « oh, je ne serai que le président d'un mandat ». NON. Demain, une fois sept ans passés, on nous dira que des comités de soutien ont décidé que le messie doit se maintenir et on nous pondra un référendum à la Sassou pour perpétuer le bongoïste au Gabon.

Soyons donc clairs : Une candidature unique n'est pas une mauvaise chose en soi. Elle est même une bonne démarche de rassemblement et de regroupement des forces dans un système politique NORMAL. Mais le Gabon n'est pas un système normal !? En fait, nous parlons de candidature unique aujourd'hui uniquement parce que nous la voyons comme une réponse face à la réalité du système électoral gabonais. Mais c'est justement là qu'est le piège car c'est, justement, cette loi électorale et le système institutionnel gabonais qui nous y forcent et nous canalisent vers cette voie de garage, vers cette illusion. Et cela ne peut profiter qu'à Ali Bongo. Au final, on aura mis tous les paniers dans le même sac de l'électoralisme et il n'y aura plus rien à faire au lendemain du 27 août, en dehors de constater qu'on aura été, encore une fois, hors-sujet.

Le hors sujet ici consiste à vouloir accéder au pouvoir par les urnes dans un système fait pour empêcher l'accession de l'opposition au pouvoir par les urnes. On confond ainsi le Gabon avec une démocratie où il suffit d'aligner des stratégies électoralistes pour gagner une élection.

Le hors-sujet aussi, c'est de croire qu'en fabriquant un messie, donc en réunissant l'opposition autour d'un homme et non autour d'une idée, d'une idéologie, on gagnera ce combat. Nous savons, hélas, que les combats où on met au centre un homme et non une idée, sont des combats perdus d'avance, des combats où la division s'installe, des combats qui s'embourbent dans les sables du culte de la personnalité et qui préparent les peuples au dictat. L'opposition gabonaise aurait gagné sa lutte si elle s'était accordée dans l'action insurrectionnelle visant à débouter Ali Bongo du pouvoir avant l'élection ; elle perdra sa lutte parce qu'elle aura préféré mettre en avant un homme en lieu et place d'une idéologie insurrectionnelle de prise de pouvoir.

Non, chers compatriotes.

Posons-nous les bonnes questions. Les questions qu'il faut se poser, d'emblée, sont les suivantes :

QUESTION 1 : Le système qui a maintenu les Bongo au pouvoir depuis 1990, et qui a fait que l'opposition ne puisse jamais accéder au pouvoir en 1993, 1998, 2005 et 2009, a-t-il changé ?

La réponse, évidemment est non. Bien au contraire, ce système est toujours en place et s'est même renforcé depuis 2010/2011 quand Ali Bongo a changé la Constitution et mis en place toute une batterie de nouvelles lois visant à se garantir une victoire cousue sur mesure. La CENAP et la Cour constitutionnelle, plus que jamais, sont des outils de préservation du pouvoir et de sauvegarde du système. C'est d'ailleurs ce système qui vient de ridiculiser l'opposition lors des divers recours improvisés et mal organisés qu'on a vu récemment, ce qui vous donne déjà un avant-goût de ce qui attend vos recours contre la fraude électorale en septembre 2016. Ce n'est donc pas par des recours devant les cours de justice gabonaises que s'obtiendra cette victoire.

QUESTION 2 : Remettez-vous en question les victoires de Mba Abessole en 1993, Mamboundou en 1998 et 2005, et Mba Obame en 2009 ?

Je répète car il faut maintenant sortir des contradictions : Remettez-vous désormais en question ces victoires que vous ne cessez souvent de clamer dans vos kongossas quand vous dites que c'est Mba Abessole qui a gagné en 1993, que c'est Pierre Mamboundou qui a gagné en 1998 et 2005, et que c'est Mba Obame qui a gagné en 2009 ?

Je vous pose cette question parce qu'elle vous permet de réfléchir de manière logique car votre réponse à cette question ne peut prendre que deux chemins :

- Si, en effet, vous reconnaissiez que c'est Mba Abessole qui a gagné en 1993, que c'est Pierre Mamboundou qui a gagné en 1998 et 2005, et que c'est Mba Obame qui a gagné en 2009, c'est que la diversité des candidatures n'a jamais été un problème et n'a jamais empêché l'opposition de gagner par les urnes. Cela veut dire automatiquement, et mathématiquement, que la candidature unique de l'opposition est un hors-sujet politique et ne permet pas de répondre à la question du pourquoi, malgré ces victoires que vous clamez tous, l'opposition n'a jamais pu accéder au pouvoir ;
- Si, par contre, vous reconnaissiez que, en fait, c'est Omar Bongo qui a gagné les élections en 1993, 1998, 2005 et que c'est Ali Bongo qui a gagné en 2009, ce qui veut dire que vous reconnaissiez aussi que le système politique gabonais est parfaitement démocratique, donc un système politique normal où le peuple fait confiance au résultat des urnes, alors, oui, la candidature unique est une solution. Et si telle est votre analyse, vous conviendrez avec moi, dans ce cas, que vous vivez forcément dans le fantasme.

QUESTION 3 : Le manque d'unité de l'opposition a-t-il été, de par le passé, un handicap ?

Ici la réponse et à la fois complexe et simple. Oui, le manque d'unité restera toujours un handicap tant que les opposants ne se seront pas unis, non pas autour d'un homme, mais autour d'une idéologie insurrectionnelle de prise de pouvoir par la force démocratique de la rue ; mais le manque d'unité n'a jamais été en handicap pour gagner par les urnes vu que le kongossa populaire national affirme lui-même que ce sont les opposants qui ont gagné en 1993, 1998, 2005 et 2009. On pourrait même ajouter ici que, en 1993, seul un opposant comptait vraiment, c'était Mba Abessole, et rien ne l'aurait privé d'une victoire par les urnes en 1993 si le système avait été démocratique. Ce n'est donc pas le manque d'unité de l'opposition qui a empêché Mba Abessole de prendre le pouvoir, mais bel et bien l'absence d'une idéologie insurrectionnelle de prise de pouvoir.

Au Gabon, il me semble qu'on fait la confusion entre candidate unique de l'opposition et unité de l'opposition. En 2005, Mamboundou était quasiment seul. En plus, il n'y avait aucun candidat Fang et Zacharie Myboto ne faisait pas encore le poids. Mamboundou était donc quasiment TOUT SEUL comme candidat unique de l'opposition. Pourtant, malgré le fait que le kongossa populaire national l'ait donné gagnant en 2005, Pierre Mamboundou, candidat quasi unique de l'opposition en 2005, n'a pas accédé au pouvoir. En 2009, tout le monde semble s'être accordé que c'est Mba Obame qui avait gagné l'élection, et ce malgré la « division » de l'opposition.

Si cette théorie de la victoire de Mba Obame par les urnes est tenue comme vraie, cela voudrait, encore une fois, dire que ce n'est pas la division de l'opposition qui a empêché la prise de pouvoir, mais l'absence d'unité autour d'une idéologie insurrectionnelle de prise de pouvoir qui tiendrait compte de la réalité simple que ce n'est pas par les urnes qu'on accède au pouvoir au Gabon, mais par la rue, et que pour y parvenir, il faut organiser et préparer le Peuple, non pas à une élection perdue d'avance, mais à la prise de pouvoir par la force démocratique de la rue.

Il vous faut donc choisir clairement votre camp, chers compatriotes :

C'est soit vous êtes un électoraliste qui pense que l'opposition, dans le cadre du système actuel peut gagner par les urnes, auquel cas vous reconnaissiez ouvertement que le Gabon est une démocratie, c'est soit vous reconnaissiez que ce qui a fait que l'opposition, malgré ses victoires de 1993, 1998, 2005 et 2009, ne puisse pas accéder au pouvoir est toujours en place et que la seule manière pour l'opposition d'accéder au pouvoir est soit d'imposer la réforme avant l'élection, soit de bloquer simplement l'élection pour qu'elle ne se tienne pas en août 2016. Or, ces deux options passent par la force démocratique de la rue. Et cela demande que le Peuple y soit préparé, dès maintenant. Au Burkina, ils ont réussi en deux semaines. Nous pouvons faire la même chose au Gabon, et qu'on ne vienne pas nous dire que le Gabon n'est pas le Burkina.

J'entends souvent, par ailleurs, des arguments sur, « oh, chassons d'abord Ali et ensuite on verra ». La première question c'est, chasser Ali, comment ? Par les urnes ou par la rue ? Il faut être clair.

Voilà pourquoi le Daniel Mengara que je suis se battra toujours pour les principes. Ce qui sauvera le Gabon, ce n'est pas remplacer un dictateur élu sous une constitution antidémocratique avec un autre dictateur élu sous la même constitution anti-démocratique. Ce qui sauvera le Gabon, c'est une réforme démocratique avant toute nouvelle élection

au Gabon, et la seule manière d'obtenir une telle réforme, c'est de bloquer cette élection pour qu'elle ne se tienne pas tant que la Réforme n'a pas été mise en place et tant qu'Ali Bongo ne quittera pas le pouvoir.

Cependant, face à cette situation d'euphorie électoraliste généralisée, quelles sont les réalités qui vous attendent, chers compatriotes ?

Ces réalités se résument aux constats suivants :

CONSTAT 1 : Quand vous acceptez d'aller à une élection où vous savez que la Commission électorale, les listes électorales, les conditions de l'organisation garantissent une fraude massive, quand vous allez à une telle élection en connaissance de cause, c'est que vous acceptez les règles du jeu tel qu'il est défini. Dès lors, acceptez aussi que l'on vous dise que, sachant ce que nous savons du système Bongo/PDG, vous avez déjà décidé de maintenir Ali Bongo au pouvoir.

CONSTAT 2 : Quand vous acceptez d'aller à une élection où vous savez que la Cour constitutionnelle, dont la présidente n'est personne d'autre qu'un membre de la famille qui a fait des enfants avec Bongo le père, et donc qui, pour sauvegarder les intérêts de ses petits Bongo à elle, ne dira jamais le droit et ne reconnaîtra jamais la victoire de l'opposition, quand vous allez à une telle élection en connaissance de cause, c'est que vous acceptez les règles du jeu tel qu'il est défini. Dès lors, acceptez que, là encore, on vous dise que, sachant ce que nous savons du système Bongo/PDG, vous avez déjà décidé de maintenir Ali Bongo au pouvoir.

CONSTAT 3 : Si vous ne le saviez pas encore, sachez ceci : Toute démarche électoraliste qui consisterait à dire au peuple d'aller voter au lieu d'organiser ce Peuple, dès maintenant, pour BLOQUER cette élection pour qu'elle ne se tienne pas tant qu'il n'y a pas réforme, aura les conséquences suivantes :

- Vous allez valider le statut d'Ali Bongo en tant que président de la République. Vous l'acceptez donc comme président maintenant et après puisque vous acceptez de concourir avec lui aux suffrages des Gabonais ;
- Vous acceptez qu'Ali Bongo est Gabonais puisque le simple fait de concourir contre lui veut dire que vous lui reconnaisssez son statut de Gabonais ;
- Vous reconnaisssez que son acte de naissance est valide et qu'il est né d'Omar Bongo et Joséphine Kama puisqu'un citoyen normal ne peut accepter d'aller se faire ridiculiser dans une élection présidentielle par quelqu'un qu'il dit ne pas être Gabonais ;
- Vous acceptez aussi d'accepter le résultat des urnes quel qu'il soit puisque vous participez à l'élection en toute reconnaissance des règles du jeu, règles que vous savez garantissent, d'avance, la victoire d'Ali Bongo ;
- Vous reconnaisssez que le système Bongo/PDG est suffisamment démocratique pour vous permettre de gagner par les urnes ;
- Ce qui veut dire que vous avez, logiquement, et par conséquent, décidé de maintenir Ali Bongo au pouvoir.

Les choix sont donc clairs, chers compatriotes.

J'ai déjà dit plus ou moins tout ce que j'avais à dire là-dessus. Je dis d'ailleurs tout cela depuis 1998 quand j'ai créé l'idée du Bongo Doit Partir après avoir fait le constat simple :

- 1) Que le Gabon ne changera pas par les urnes ou par la bonne volonté des Bongo ;
- 2) Que le Gabon ne changera pas par le miracle de Jésus-Christ ou de la vierge Marie, encore moins par l'intermédiaire des Martiens venus sur terre nous sauver des Bongo ;
- 3) Que rien de bon ne se passera au Gabon tant qu'un Bongo restera au pouvoir.
- 4) Que la seule manière de changer le Gabon passera par une insurrection en bonne et due forme.

Depuis 1998, ces maximes n'ont jamais été démenties. Elles ne le seront pas non plus en 2016.

J'ai proposé, sur le site « Nous Sommes Là » (<http://www.noussommest.org>), le plan insurrectionnel que je pense aurait été le meilleur plan pour se défaire d'Ali Bongo et du système Bongo/PDG avant l'élection. Ce plan qui passait par une Assemblée Constituante du Peuple aurait coûté un simple 150 millions que 10 des opposants les plus nantis

auraient pu réunir en donnant chacun 15 millions pour se garantir, après la réforme, une victoire propre et légitime. Ils ont préféré aller dépenser des milliards dans une élection perdue d'avance.

En 2016, il n'y aura donc aucun miracle. La seule chose qui reste sûre et mathématique est que ce n'est pas par les urnes que l'opposition gagnera. Et la seule manière de faire de la rue une équation gagnante consiste à préparer ce peuple à la victoire par la rue, ce qui veut dire ne pas attendre l'élection. Or, je vois des gens faire la campagne électorale au lieu de dire au Peuple que c'est dans la rue qu'il faut conquérir la victoire, c'est-à-dire, maintenant, comme au Burkina.

Certes, ils vous diront : « oh, c'est trop tard, la campagne est lancée ; on ne peut rien faire à 10 jours de l'élection ». Mais ce raisonnement ne tient que chez les partisans de l'électoralisme. Un vrai révolutionnaire n'a que faire de ce calendrier électoraliste. Si l'opposition voulait bloquer cette élection, même à 5 jours du vote, l'élection peut être bloquée. Tout est une question de volonté et de détermination. Et tout ce que cela aurait coûté à l'ensemble de l'opposition, c'est 150 millions de franc CFA.

N'étant pas un électoraliste, je ne peux me mêler de démarches électoralistes. Ceci parce que si je sais d'avance que l'élection n'est pas une solution, je ne peux perdre mon temps dans une telle démarche, démarche, d'ailleurs, dont le résultat est connu d'avance. La définition de la folie c'est d'essayer à chaque fois quelque chose en attendant un résultat différent. Je ne suis pas un mouton. Je n'irai donc pas me jeter dans le gouffre à moutons qu'est l'électoralisme.

Par contre, je dis à ceux qui pensent comme moi de simplement continuer à se préparer. Et surtout à mûrir l'idéologie DTE car, au vu de comment on est en train d'entraîner le Peuple dans une élection perdue d'avance, et qui aura pour conséquence le maintien au pouvoir d'Ali Bongo, notre pays aura encore et toujours besoin de Gabonais capables d'organiser, dans la RUE, la destitution d'Ali Bongo Ondimba et amener le pays à des élections dignes de ce nom après une transition digne de ce nom.

La solution demeure et demeurera toujours dans la RUE. Et la seule démarche gagnante, celle de la DTE.

A ceux donc, qui viendront à vous, le 27 août, pleurnicher qu'ils ont voté, mais qu'Ali Bongo a encore triché et s'est proclamé Président de nouveau, dites simplement : « Fous-moi le camp ; est-ce qu'on ne t'a pas dit qu'il fallait l'enlever avant l'élection, qu'il fallait tout bloquer, mais tu as préféré croire au miracle et suivre l'argent et les carnets d'adresse; va pleurnicher ailleurs ».

Aux opposants qui, le 28 août, vont se plaindre de la fraude, de la Cour constitutionnelle et de la victoire volée par Ali Bongo, à ces opposants qui vont lancer leurs sempiternels appels à la communauté internationale, il faudra dire « MOUF ! Va là-bas. Quand on te disait de cotiser les 150 millions qui allaient permettre d'organiser l'Assemblée constituante pour chasser Ali Bongo du pouvoir AVANT l'élection, tu as préféré aller dépenser des milliards à voir les femmes bouger les fesses dans les villages dans une élection que tu savais pourtant perdue d'avance. Allez, va chialer ailleurs ».

Chers compatriotes, la solution était simple. On l'a compliquée. Ils l'ont compliquée. Pas besoin de l'expliquer ici. On sait pourquoi. Tout se saura au lendemain des élections. On saura alors pourquoi certains ont préféré aller investir des milliards dans une élection perdue d'avance alors que la libération du Gabon passait par 150 petits millions de Francs CFA, que 10 opposants nantis, anciens pédégitistes, auraient pu réunir facilement en cotisant chacun 15 millions, et ainsi se garantir une vraie victoire après la transition. Même le paysan du village sait que c'est là un très mauvais investissement. Or quand on fait un mauvais investissement en connaissance de cause, c'est que, peut-être, on n'a pas envie, vraiment, de réussir.

Pour ma part, je continue le combat du Bongo Doit Partir et je continue le combat de la DTE, que je continuerai à préparer avec ceux qui dans la diaspora comme au Gabon savent et comprennent que c'est la seule voie. La DTE, contrairement à ce qui se dit ici et là n'a jamais échoué puisqu'elle n'a jamais été essayée ni déployée. On ne peut pas parler d'échec pour une chose qu'on n'a jamais essayée. Les principes du Bongo Doit Partir et de la DTE n'ont pas de date limite. Ils sont mathématiques et ils sont valables et d'actualité tant qu'un Bongo est au pouvoir. Le jour où une insurrection sera organisée au Gabon, on pourra parler d'échec ou de réussite. La seule chose que nous savons est que : en 1993, 1998, 2005, 2009, des élections ont été essayées et l'opposition n'a jamais réussi à accéder au pouvoir. Là, on peut parler d'échec. La seule chose qui n'a jamais été essayée au Gabon, c'est une insurrection savamment préparée, je dis bien préparée, et non improvisée comme on a voulu le faire en décembre 2014.

Une seule chose reste certaine : je continue à croire au Peuple gabonais. Si les Bongo doivent être chassés un jour, cela passera forcément par ce Peuple que je sais a rejeté le bongoïsme depuis, au moins, 1990. Ce Peuple a simplement besoin de leaders capables d'organiser sa soif de changement en force agissante qui devra, dans la rue, reconquérir sa dignité.

Pour gagner contre les Bongo, le Gabon n'a pas besoin d'un chef politique, mais d'un chef de guerre. Et pour gagner la bagarre avec les Bongo, il faut parler le langage de la bagarre, pas le langage des élections.

Pour le reste, je laisse chacun devant ses responsabilités devant les hommes, devant la nation et devant l'histoire.

Vive le Gabon.

Vive la nouvelle République.

Fait le 17 août 2016 à Montclair, New Jersey, USA

Dr. Daniel Mengara

Président, Bongo Doit Partir-Modwoam

P.O. Box 3216 TCB

West Orange, NJ 07043, USA

Tél. : (+1) 973-447-9763

Bongo Doit Partir : <http://www.bdpmodwoam.org>

Nous Sommes Là : <http://www.noussommesla.org>